

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

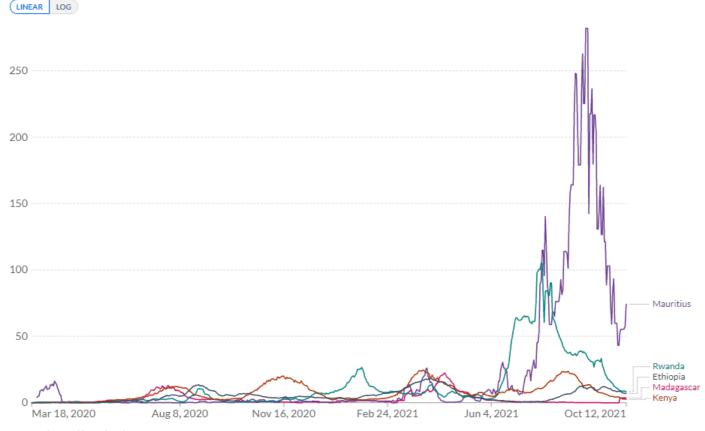
11 octobre 2021

: Evolution de la situation sanitaire

Daily new confirmed COVID-19 cases per million people

Shown is the rolling 7-day average. The number of confirmed cases is lower than the number of actual cases; the main reason for that is limited testing.





Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

Burundi

Le ministère chargé de l'Énergie invite les investisseurs privés nationaux et internationaux à soutenir le secteur des énergies renouvelables pour améliorer le taux d'électrification du pays

L'accès à l'électricité au Burundi avoisine aujourd'hui seulement 10% dans les zones urbaines et les 2% dans les milieux ruraux. C'est dans ce contexte qu'ont été lancés deux programmes de financement européen ayant pour but de soutenir les entreprises et les projets privés visant à créer ou à améliorer l'accès des communautés à une source d'énergie propre et durable: les programmes EDFI ElectriFI et GET Invest seront mis en œuvre respectivement par la société de gestion EDFI-MC et l'agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ), et disposent d'une enveloppe de 10,6 MEUR (soit 24 Mds BIF).

Comores

Le gouvernement met à disposition une ligne de crédit de 10 MEUR pour soutenir les opérateurs économiques

Les autorités ont annoncé l'ouverture d'une ligne de crédit de 10 MEUR avec un taux de 6% qui sera mise à disposition des opérateurs économiques. Ce fonds, garanti par l'Etat, est l'une des pistes préconisées par la Banque Centrale des Comores pour soutenir les commerçants après la crise et les inciter à augmenter leurs commandes de denrées de première nécessité. L'objectif global de ce dispositif est d'augmenter l'offre pour lutter contre l'inflation par la demande. En effet, la rareté des produits a entrainé la hausse des prix de grande consommation. Le dernier bulletin

national sur l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) révèle que les prix des produits importés et ceux des produits locaux ont enregistré une hausse mensuelle respective de +1,6 % et +2,3 % au mois de septembre. Le niveau de prix des produits frais a connu une progression de +3,7 %.

Djibouti

Une libéralisation du secteur bancaire qui commence à porter ses fruits

Alors que Djibouti ne comptait que deux banques commerciales en 2006 – l'une française et l'autre panafricaine – elles sont au nombre de 13 en 2021, résultat de la politique d'ouverture du secteur bancaire du gouvernement. Si les deux banques historiques détenaient toujours 67% des actifs en 2017, leurs parts de marché en termes de profits, dépôts et crédits s'érodent progressivement. Témoins de la diversification des opérateurs bancaires dans le pays: la garantie de 5 MUSD accordée par la SFI à l'East Africa Bank (banque islamique) en juin 2021, ou encore l'attribution fin septembre 2021 de trois prix par le magazine New-Yorkais The Finance à la banque privée yéménite CAC International Bank pour ses performances aux niveaux national et régional. Créée en 2009, cette banque est devenue la troisième du pays. Cette ouverture devrait permettre d'accroître le volume de prêts au secteur privé - ceux-ci représentaient 28,7 % du PIB en 2017 contre seulement 10 % en 2016.

Erythrée

Pas de brèves cette semaine.

Ethiopie

L'inflation atteint un nouveau record en septembre 2021

D'après l'agence des statistiques éthiopiennes, en septembre 2021, l'indice général des prix a affiché une hausse de 4,4 points par rapport à août 2021, atteignant 34,8 %. L'inflation se poursuit à un niveau élevé, en raison principalement de la forte hausse des prix des produits alimentaires (+42,0% par rapport à septembre 2020) qui découle des augmentations du prix de l'huile alimentaire (+ 102,1%), des céréales (+ 48,6%) et de la viande (+ 33,2%). L'augmentation des prix des produits nonalimentaires s'établit de son côté à 25,2 %. La dépréciation du birr, la pénurie structurelle de l'insuffisante production industrielle et agricole et les difficultés d'approvisionnement constituent les principales sources d'inflation.

Campagne de lutte contre les activités illégales au sein des secteurs financier et bancaire

le gouvernement considérablement l'activité bancaire, les fraudes se multiplient afin de contourner ces nouvelles règles. Parmi les mesures prises par la Banque centrale, on note: le doublement du taux de réserve, la suspension des dépôts d'espèces pour le compte d'autrui, la limitation des transferts de compte à compte à cinq par semaine, ou encore la suspension des prêts adossés à des collatéraux immobiliers. En conséquence, des activités illégales se sont développées: des employés de banque ont pu contribuer à l'enregistrement de transferts de la diaspora non déclarés (en déposant les fonds sur les comptes des réels destinataires via des dépôts en liquide), ou encore en transférant des fonds reçus en espèces pour le compte de personnes ayant atteint le nombre maximal de transferts. Pour l'instant, seules les actions prises contre le marché de change parallèle ont porté leurs fruits, avec le passage d'un écart de 55% avec le taux officiel en août à 33% en octobre.

♥ Kenya

Rejet de la décision du CIJ accordant à la Somalie une partie de la zone maritime revendiquée par le Kenya

Le 12 octobre 2021, la Cour Internationale de Justice (CIJ) de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a mis un terme à une procédure qui dure depuis sept ans en accordant à la Somalie la majeure partie d'une zone maritime de 100 000 km² de l'océan Indien, riche en poissons et en potentiels hydrocarbures, également revendiquée par le Kenya. Cette décision, « équitable » selon la juge présidente Joan Donoghue, a été directement rejetée par le Président du Kenya, souhaitant régler le différend par des négociations bilatérales. Cette zone est en effet d'une importance stratégique pour le Kenya : i) le gouvernement y a notamment accordé des permis d'exploration pétrolière à la compagnie italienne ENI, contestés jusqu'alors par la Somalie et, ii) cette pourrait être un atout dans le développement de l'économie bleue, priorité pour le gouvernement kényan. Malgré ce jugement, la situation est à nouveau dans l'impasse, la Cour ne disposant pas de moyens contraignants pour faire appliquer ses décisions.

Le Kenya refuse de signer l'accord OCDE sur la taxation minimale de 15%

Parmi les 4 pays ayant refusé de signer l'accord conclu le 8 octobre par 136 pays sous l'égide de l'OCDE figure le Kenya. Cet accord, qui entérine la réforme de la fiscalité des activités numériques des multinationales, instaure également un impôt minimum de 15 % sur les bénéfices. Les

autorités kényanes motivent cette décision par la suppression induite de la taxe sur les services numériques mise en place en janvier 2021. La rencontres entre les présidents Biden et Kenyatta du 14 octobre pourrait toutefois faciliter l'accord du Kenya, dans un contexte de renégociation de leur accord de libre-échange bilatéral.

Madagascar

Lancement d'un partenariat entre Baobab Banque Madagascar et Sanlam Madagascar pour développer la « bancassurance »

La banque française Baobab et la compagnie d'assurance sud-africaine Sanlam ont conclu un partenariat en vue de développer dans la Grande Ile la filière « bancassurance ». Grâce à ce partenariat, Sanlam Madagascar qui collabore avec quatre autres banques à Madagascar entend développer son offre assurantielle dans le pays. Pour la filiale malgache du groupe Baobab, qui est installée depuis 15 ans dans le pays et compte plus de 40 agences, 650 employés et 220 000 affiliés, il s'agit de moderniser et d'amplifier son offre de service vis-à-vis de sa clientèle.

Maurice

Emission d'un appel d'offre international pour l'achat de plus de 700 000 tonnes de carburants

La Stade Tading Corporation (STC) a procédé à l'émission d'un appel d'offre international pour l'achat de 5 000 tonnes métriques d'essence sans plomb, 230 000 tonnes métriques de gasoil et 275 000 tonnes métriques de kérosène pour avion (Jet A1). L'exercice d'appel d'offres se clôturera le 27 octobre prochain. La STC avait

déjà importé près de 700 000 tonnes de carburants (en 2017) et 300 000 tonnes en 2020.

L'entreprise mauricienne Velogic, spécialisée dans la logistique, effectue son entrée à la Bourse de Maurice

Le listing comitee de la Bourse de Maurice a validé la cotation de Velogic Holding Company Limited sur le marché boursier mauricien. La date d'émission des actions ordinaires a été fixée au 15 décembre. Cette entrée en bourse s'inscrit dans stratégie de développement internationale de l'entreprise, spécialisée depuis une cinquantaine d'années dans la logistique. Cette entrée en bourse est possible grâce à la sortie du fonds d'investissement français Amethis. L'entreprise, dont le chiffre d'affaires représente près de 60 MEUR, pourra poursuivre ses investissements en Afrique de l'Est, notamment au Kenya.

Ouganda

L'Ouganda engage 650 MUSD lors de l'exposition universelle à Dubaï

L'Ouganda a négocié un accord d'investissement combiné s'élevant à plus de 650 MUSD, ont déclaré les hauts fonctionnaires représentant le pays à l'Exposition universelle 2020 de Dubaï, qui se tient entre octobre 2021 et mars 2022. D'après M. E. Twineyo, directeur général de l'Uganda Export Promotion Board (UEPB), ces accords devraient créer plus de 100 000 emplois ougandais. Selon l'Autorité ougandaise de l'investissement (UIA), les contrats d'investissement signés concernent divers secteurs économiques, notamment les soins de santé, l'énergie et les transports. L'un des accords, dont les lettres d'intention ont été signées par le ministre des Finances M. Kasaija, engage environ 500 MUSD pour des projets

d'énergie renouvelable et de transport avec le conglomérat émirati Connect LLC. Un autre montant de 50 MUSD a été réservé pour le traitement des minerais par le groupe Worldera Corporation alors qu'un montant similaire a été affecté nouvelle une installation pharmaceutique société opérée par la D'autres Guangzhou Wondfo Biotech Co. contrats semblent avoir vu le jour, notamment dans les domaines agroalimentaires, portant les investissements totaux à près de 900 MUSD.

MTN rejoint la bourse ougandaise pour un montant de 1,2 Md USD

MTN Ouganda a finalement accepté d'inscrire un cinquième de sa participation à la bourse afin bénéficier d'un nationale. de renouvellement de sa licence d'exploitation. La société de télécommunications, filiale du groupe sud-africain MTN, a déclaré mardi qu'elle avait reçu les autorisations réglementaires pour mettre en vente 20 % de ses actions, qu'elle mettra à la disposition des investisseurs kenyans et d'autres pays d'Afrique de l'Est lorsqu'elle lancera son offre publique initiale (IPO) à la bourse de Kampala. Le directeur général de la Capital Markets Authority (CMA) ougandaise, K. Kalyegira, a déclaré que l'introduction en bourse devrait permettre de lever environ 1,2 Md USD.

Rwanda

Des importateurs s'élèvent contre la hausse des coûts de transport

Les importateurs au Rwanda ont fait part de leurs inquiétudes concernant la hausse des coûts de transport des marchandises dans la région. En effet, le climat des affaires continue d'être difficile pour ce secteur en raison des retards des résultats des tests Covid-19 obligatoires pour traverser les frontières, des tarifs incohérents et des frais élevés qui conduisent certaines

entreprises à des pertes importantes. De fait, en vertu du traité de la communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC), les Etats partenaires ont convenu d'adopter des mesures pour parvenir à la libre circulation des personnes, de la maind'œuvre et des services mais certains défis persistent car les pays n'harmonisent pas les opérations et les services frontaliers.

Seychelles

Forte hausse des arrivées touristiques durant le troisième trimestre 2021

Dans son dernier rapport sur les statistiques d'arrivées de visiteurs, le bureau national des statistiques seychellois (NBS) constate une très forte relance des arrivées de visiteurs, passant de 4122 à 56 382 en glissement annuel au troisième trimestre 2021. Cela a entraîné une augmentation de 166 % des recettes, passant de 34 MEUR à 100 MEUR. 98 % des arrivées aux Seychelles au troisième trimestre correspondent à des visites touristiques, dont près de 10% sont Français (5 401).

Somalie

L'Africa Enterprise Challenge Fund (AECF) a lancé la deuxième phase de son programme visant à soutenir le développement de la fourniture d'énergies renouvelables

Financé par l'Agence suédoise de développement international (Sida) et doté d'un budget de 61 MUSD, le programme REACT SSA prévoit de porter une assistance technique et de distribuer des subventions (comprises entre 100 000 USD et 1,5 MUSD) aux entreprises du secteur privé qui œuvrent à l'augmentation et à l'amélioration de l'offre de combustibles d'énergies propres, tout en sensibilisant aux dangers de la pollution de l'air intérieur. Les

entreprises qui seront sélectionnées (situées en priorité dans les régions d'Hirshabelle, du Sud-Ouest et de Banadir) devront fournir des produits et des services d'énergie propre de qualité et abordables aux populations à faible revenu des zones rurales et périurbaines. Cette initiative est une aubaine pour les fournisseurs privés puisque la Somalie ne dispose pas de réseau national d'électricité depuis le début de la guerre civile en 1991.

Soudan

Réhabilitation du barrage de Sinnar par le chinois SUNG ZI LONG

Le ministère de l'Irrigation a signé le 5 octobre un contrat de 18,5 M EUR avec le groupe chinois SUNG ZI LONG, pour la réhabilitation des vannes inférieures du barrage de Sinnar. Les travaux devraient être achevés d'ici trois ans. Ce projet vise la modernisation de 80 vannes en changeant le système d'opération d'un système manuel à un système électrique. Le barrage de Sinnar est l'un des plus anciens barrages du Soudan. Construit en 1926 pour permettre d'irriguer le périmètre de la Gézira, il produit une quantité limitée d'électricité, soit moins de 15 MW.

F Soudan du Sud

Le Sud-Soudan a approuvé 100 MUSD pour régler les arriérés de ses ambassades

En 2015, le Soudan du Sud a temporairement fermé la plupart de ses ambassades en raison de contraintes financières, alors que l'économie du pays se détériorait. Cela a aussi entrainé, périodiquement pour le pays, la perte du statut de membre de certaines organisations régionales et internationales. Le Soudan du Sud compte environ 24 ambassades et missions en Afrique, au

Moyen-Orient, en Europe, en Asie et en Amérique. Le ministre de l'Information, M. Lueth, a déclaré que le ministère des Finances et de la Planification avait reçu l'ordre de débloquer 100 MUSD pour régler les arriérés de loyer des ambassades et de salaires des diplomates, de cotisation aux organismes régionaux et internationaux afin de permettre la réouverture des ambassades. Cette approbation fait écho à la politique d'assainissement de la masse salariale préconisée par le FMI à travers le décaissement de plus de 174 MUSD d'avril 2021 pour couvrir les arriérés de salaire.

Mise en place d'une nouvelle structure salariale pour les fonctionnaires et les membres de l'armée

Confirmant l'ordonnance de juillet 2021, prononcée par le président S. Kiir, le budget 2021-2022 fait état d'une augmentation de 100 % des structures salariales pour les fonctionnaires et les membres des forces organisées du pays, avec effet immédiat, et d'une révision complète à la fin de l'année fiscale. Selon cette nouvelle structure, entrée en vigueur le 29 septembre 2021, les rémunérations oscillent entre 2 378 SSP (environ 6 USD) pour un fonctionnaire de grade 17 et 13 580 SSP (environ 33 USD) pour un fonctionnaire de grade 1. L'officier le plus haut placé dans le secteur de la sécurité, le général, recevra un salaire mensuel de 17 000 SSP, soit 42 USD. Cependant, cette mesure ne concerne pas les professeurs d'université, dont les salaires représentent environ 95 % de la masse salariale du gouvernement central.

Le Soudan du Sud va bénéficier du surplus d'électricité ougandais

L'Ouganda enregistre un excédent électrique de près de 600 MW qui devrait s'accroître avec la mise en service du barrage de Karuma, prévue d'ici juin 2022. Le gouvernement ougandais souhaite céder son surplus d'électricité du

barrage hydroélectrique au Soudan du Sud. Cela devrait permettre au pays de combler ses lacunes termes d'approvisionnement en électrique. En effet, le Soudan du Sud connaît un fort déficit d'infrastructures avec un taux d'accès à l'électricité de 28 % et une capacité installée de seulement 130 MW. La ministre de l'Energie et du Développement minéral, R. Nankabirwa a indiqué que le pays allait construire des sousstations électriques dans la ville frontalière d'Elegu, dans le district d'Amuru, pour vendre surplus d'électricité. La hydroélectrique de Karuma, d'une valeur de 1,7 Md USD aura une capacité installée de 600 MW.

Tanzanie

Tanzanie: réduction des taxes sur les carburants

La présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan a ordonné une réduction des taxes sur les carburants domestiques, afin de réduire l'impact de l'augmentation du coût du baril sur le prix à la pompe. Cette baisse devrait représenter sur un an un montant total de 44,2 MUSD de recettes fiscales non perçues. La cheffe de l'Etat a donné la directive à l'issue d'une réunion à Dodoma avec le Procureur général et les ministres de l'Energie, des Travaux publics et des Transports, de l'Industrie et du Commerce et les collectivités locales. La présidente a déclaré qu'elle avait pris cette mesure car une hausse des prix des carburants nuirait aux Tanzaniens. institutions directement affectées par les réductions de ces taxes sont l'Autorité de régulation de l'eau et de l'énergie (EWURA), l'Autorité des ports de Tanzanie (TPA), l'Agence des poids et mesures (WMA) et le Bureau tanzanien des normes (TBS). Cette décision intervient à un moment où les Tanzaniens sont confrontés à des difficultés économiques liées à la pandémie de COVID-19.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays: Kenya / Somalie / Burundi /

<u>Rwanda</u>

Twitter: <u>DG Trésor Kenya</u>
Contact: Jérôme BACONIN
Jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : <u>quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr</u>

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays: Madagascar / Seychelles / Maurice /

Comores

Twitter: <u>DG Trésor Madagascar</u> Contact: Frédéric CHOBLET frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays: <u>Ethiopie</u> / <u>Djibouti</u> / <u>Erythrée</u> Contact: Anne-Brigitte MASSON <u>anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr</u>

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays: <u>Ouganda / Soudan du Sud</u> Contact: Suzanne KOUKOUI PRADA suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays: <u>Tanzanie</u>
Contact: Annie BIRO
<u>annie.biro@dgtresor.gouv.fr</u>

Soudan

Page pays : <u>Soudan</u>

Contact: Rafael SANTOS Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : <u>www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international</u>



Responsable de la publication : Service économique de Nairobi (jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr). Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner : Crédits photo : sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr ©DGTresor